

Les facteurs de risque dans l'eau

Une interview avec Ruth Gonseth

Ruth Gonseth a été représentante des Verts au Conseil National de 1991 à mai 2001. Dans ces fonctions, elle s'est activement penchée sur le problème des polluants dans les eaux suisses et a soumis au parlement les dossiers «Substances à activité endocrinienne. Nécessité de développer la recherche» et «Réduire l'emploi des substances agissant sur le système hormonal». Par ailleurs, Mme Gonseth dirige un cabinet de dermatologie et est un membre actif de l'association des «Médecins en faveur de l'environnement». L'EAWAG news l'a interrogée sur les motifs de son engagement, sur le rôle international de la Suisse et sur les missions de la recherche.

EAWAG news: Vous êtes très engagée sur la question des polluants. Quels sont vos motifs?

Ruth Gonseth: Il y a déjà longtemps que cette question me préoccupe. J'ai appris à travers de nombreux reportages publiés dans la presse que les produits chimiques déversés dans l'environnement pouvaient avoir des effets néfastes sur les animaux et

sur les êtres humains, même à des concentrations infinitésimales. En même temps, je vois aussi toujours les choses avec les yeux du médecin. Je suis très préoccupée par l'augmentation de la fréquence de perturbations des fonctions de reproduction tant chez l'homme que chez la femme ou par le nombre croissant de cas de cancer du sein, des testicules et de la prostate, mala-

dies qui sont aussi mises en rapport avec les polluants endocrines de l'environnement. Mais c'est surtout après avoir lu le rapport de l'OFEFP «Substances à effets endocrines dans l'environnement», auquel l'EAWAG a également participé, que je suis vraiment devenue active. C'est un rapport sur l'état actuel des connaissances sur le sujet qui montre bien à quel point on en sait peu. J'ai été choquée de constater que la Suisse n'avait jusque là consacré que 500 000 francs en 5 ans à ce domaine de recherche très important. C'est pourquoi j'ai déposé en 1999 une première interpellation que j'ai renouvelée quand j'ai constaté au printemps 2000 que le Conseil Fédéral n'avait toujours pas pris de mesures convaincantes. D'autre part, l'OCDE avait entretemps publié un rapport qui révélait que la disparition d'espèces animales et végétales était plus importante en Suisse que dans d'autres pays, et que cela pouvait en partie être dû à la pollution des eaux. 45 des 54 espèces piscicoles présentes en Suisse y sont menacées. C'est réellement choquant!

Etes-vous satisfaite du résultat de vos interpellations?

Oui, pour le moment je suis plutôt contente. Suite à mes demandes répétées, le Conseil Fédéral a décidé de lancer un programme de recherche national intitulé «Perturbateurs endocriniens: Importance pour les êtres humains, les animaux et les écosystèmes». Dans ce cadre, la Confédération met 15 millions de francs à la disposition de la recherche pour les 5 prochaines années. La Suisse compte dans ce domaine d'excellents chercheurs qui sont en mesure de tirer profit des crédits accordés pour acquérir des connaissances indispensables.

Au niveau de la recherche, on voit donc que les choses sont en train de bouger. Au-delà de ça, quelles mesures l'Etat doit-il prendre à court et à moyen terme pour endiguer le problème de la pollution des eaux?

Pour pouvoir prendre des décisions, il faut tout d'abord établir un registre exhaustif des émissions de polluants. Comme c'est déjà



Foto: S. Wey, Zurich

«Il faut appliquer le principe du pollueur-payeur et introduire des taxes d'incitation ainsi qu'une responsabilité civile plus étendue.»

le cas pour les polluants atmosphériques, il doit faire état des quantités de polluants déversés et des risques potentiels qu'ils représentent. Je crois que nous sortirions vraiment de notre torpeur si nous avions devant les yeux la liste de tous les polluants que nous déversons dans les eaux et dans l'environnement et si nous réalisions l'énorme quantité que cela représente.

En même temps, de nombreux produits qui sont déjà sur le marché, comme p. ex. les filtres solaires, doivent être soumis à de nouvelles analyses pour détecter une éventuelle activité hormonale. Là où il est démontré que des produits présentent un effet néfaste sur les êtres vivants ou sur l'environnement, comme c'est par exemple le cas des nonylphénols contenus dans les produits d'entretien, je suis en faveur d'une interdiction pure et simple.

Mais il ne faut pas en rester uniquement à un traitement des symptômes. Les producteurs et les distributeurs des substances doivent faire preuve de plus de responsabilités. Il faut appliquer le principe du pollueur-payeur et introduire des taxes d'incitation et une responsabilité civile plus étendue. L'industrie serait alors vraiment motivée et se sentirait obligée de soumettre les nouvelles substances à des analyses complètes et au moindre doute de renoncer à leur mise sur le marché.

Pensez-vous qu'il est possible d'appliquer le principe du pollueur-payeur?

Cela sera sûrement difficile car l'industrie productrice dispose d'un très fort lobby. En même temps, de nombreux utilisateurs des produits chimiques n'ont aucun intérêt à voir s'appliquer des mesures plus strictes. Notre agriculture intensive représente par exemple un énorme problème. Les pesticides qui sont encore employés en grande quantité dans l'agriculture sont déversés dans l'environnement. Nous devons nous fixer comme objectif de pouvoir nous passer de ces poisons. C'est pourquoi je soutiens énergiquement l'agriculture biologique. La demande croissante en produits bio de la part des consommateurs constitue

certainement une chance à saisir afin de prendre un tournant décisif dans ce domaine. La compétitivité des produits bio doit cependant être accrue par des taxes d'incitation sur les pesticides.

Les polluants sont un problème global. Quels doivent être les objectifs politiques de la Suisse au niveau international?

La Suisse doit absolument s'engager dans les commissions internationales. Il est urgent de parvenir à la définition de seuils internationaux pour les polluants. En Suisse, nous sommes bien placés, nous sommes dans le château d'eau de l'Europe, mais par exemple les pays situés plus en aval du Rhin ont encore de sérieux problèmes. Même si les concentrations de polluants dans le Rhin ont continuellement baissé ces dernières années, la bataille n'est pas encore gagnée. C'est pourquoi le travail de la «Commission Internationale pour la Protection du Rhin» est si important. Elle parvient à réunir autour d'une même table les divers états riverains pour qu'ils cherchent ensemble des solutions.

Le deuxième problème extrêmement préoccupant concerne les pays du Sud. De nombreuses personnes n'ont pas accès à de l'eau potable non polluée. Nous savons maintenant que l'eau se fera encore plus rare au XXI^{ème} siècle et qu'elle sera source de conflits. En tant que pays privilégié, il est de notre devoir de transmettre notre savoir-faire. Il serait par exemple urgent d'agir au niveau de l'épuration des eaux usées qui fait totalement défaut même dans les grandes villes. Les technologies d'économie de l'eau devraient être employées dans le domaine de l'agriculture. En effet, près de deux tiers de l'eau y est gaspillée – elle s'évapore – alors qu'il existe des systèmes d'irrigation bien plus efficaces. La recherche suisse est donc également demandée dans ce domaine.

Dans votre intervention parlementaire pour une convention internationale sur l'eau vous demandez également aux hommes politiques de devenir actifs. Quels sont les buts de cette convention?

J'aimerais que le Conseil fédéral soutienne l'idée d'une convention internationale sur l'eau auprès des commissions responsables, comme par ex. lors de RIO 2002. Les principaux aspects de cette convention sont la définition de l'eau comme un bien public et commun qui doit être protégé et la définition de l'accès à l'eau potable non polluée comme un droit de l'homme. Pour garantir ce droit de l'homme, il faut fournir de gros efforts, notamment à cause des tendances de privatisation du secteur de l'alimentation en eau potable qui se font



«L'eau est un bien public et commun.»

sentir dans le monde entier. Cela ne veut pas dire que je suis opposée à une collaboration avec les entreprises privées, mais je pense que la surveillance et le contrôle de l'alimentation en eau potable doit rester affaire de l'Etat.

Une dernière question pour finir: Quels devoirs la politicienne Ruth Gonseth donne-t-elle aux chercheurs?

Je suis très heureuse que le programme de recherche national «Perturbateurs endocriniens» soit financé par la Confédération. Il est urgent d'acquérir les connaissances de base qui nous manquent encore, de rechercher inlassablement les causes de la disparition des espèces, de la progression du cancer, etc. Mais il me semble également que le monde scientifique devrait davantage discuter de ces problèmes en public pour que les gens cessent de consommer l'eau sans réfléchir.

Deuxièmement, je pense que les scientifiques devraient davantage intervenir au niveau politique. Le transfert de connaissances qui se fait très bien au sein du monde scientifique à travers les revues spécialisées doit absolument aussi être assuré entre chercheurs et politiciens.

Je vous remercie beaucoup de cet entretien.

Interview: Martina Bauchrowitz